

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

FRAGMENTS DE CAMPAGNE

Partir, rester, revenir :
le tiraillement
des jeunes ruraux

De la Normandie à la Bourgogne, plusieurs jeunes qui vivent et travaillent à la campagne racontent leurs préoccupations, loin de l'élection présidentielle, dans laquelle ils ne se sentent pas représentés

REPORTAGE

BRIOUZE (ORNE), TONNERRE, LÉZINNES (YONNE),
GRÉSIGNY-SAINTE-REINE (CÔTE-D'OR)
- envoyée spéciale

Cela fait grincer des dents, sourire ou hausser les épaules, de voir ces candidats des villes « qui font style qu'ils s'intéressent » à leurs « patelins », visitent des lycées agricoles, des maisons de santé, viennent faire campagne au pied de leurs clochers, soudain à l'écoute de la « France périphérique » – ainsi que certains politiques la désignent. S'ils se sentent pris en compte et représentés au quotidien, eux ? Peut-être moins encore que leurs pairs des agglomérations ou des cités. De Briouze (Orne), à Tonnerre (Yonne) et Gréigny-Sainte-Reine (Côte-d'Or), les jeunes qui ont grandi et vivent loin des grandes villes sont presque étonnés que l'on s'intéresse à ce qui les anime. Soucieux, aussi, du risque de caricature.

Eux, peu habitués à être mis en lumière, qui n'ont pas vraiment d'influenceurs à leur image sur TikTok, ni de place dans les statistiques des grandes écoles – se retrouvant plus souvent dans des filières courtes, discrètes, à proximité, qui répondent aux besoins de leur territoire et de leurs amitiés. Pas malheureux ni désintéressés pour autant, « qu'on n'aille pas croire ». Leur sillon, ils le creusent « dans leur coin », bien dans leurs baskets et leurs repères, méritants et qui ont leur avis à donner. « Démerdards », forcément, quand on a grandi en piétinant sous l'abrius, en attendant son « 50 cm³ » à 14 ans, l'horizon circonscrit par le calcul des coûts et des kilomètres – pour l'école, le chariot, le boulot. Mais l'évasion dans les sentiers à leur portée, qui gonfle la poitrine quand on en parle.

Autour du zinc du Lidenbrock, à Briouze, 1500 habitants et quatre bars – plus d'une vingtaine à une époque –, c'est une jeunesse rurale dans toute sa diversité qui se raconte : ses tiraillements entre rester et partir, pour élargir le champ des possibles, quand elle peut. Les barrières – matérielles, spatiales, symboliques – qui empêchent néanmoins certains « d'aller voir plus loin », la nécessité d'avoir vite un travail clés en main. L'échéance électorale et ses « nouveaux candidats chaque jour » sont le cadet de leurs soucis. De même que le vote, acte dans lequel ils placent peu d'attente.

« LE STRESS DE DEVOIR RÉUSSIR »

Arnaud Levallois, 27 ans, redresse le menton lorsqu'il présente son pub-restaurant, cheminée et déco « steampunk ». Sa fierté et sa vie. Cet enfant du pays a monté le Lidenbrock il y a deux ans, « une prise de risque tout seul », après un bac pro métallerie et une formation de pizzaiolo. L'envie de proposer à ceux de sa génération « coincés dans les villages », comme lui a pu l'être, un repaire festif autre que les PMU et les apéros à la maison. Entretenir l'héritage des fêtes et des bals d'antan. Le jeune patron a vu naître à son comptoir des amitiés fortes, des couples même. Une façon de s'engager pour son coin, même si cette initiative-là n'est pas comptabilisée dans les urnes.

L'élection ? Moue dépitée. L'impression de regarder, impuissant, la France et le monde « foncer dans le mur ». Il cite la flambée des prix et le smic trop bas, le gouvernement sourd aux mobilisations des « gilets jaunes », caricaturés en « cas soc ». « Travailler pour s'acheter une voiture pour aller travailler. Voiture accusée de polluer. Travailler plus ? Acheter un véhicule plus cher, électrique, le prix de l'électricité augmente aussi. »

LE CONTEXTE

REGARDS SUR
LA PRÉSIDENTIELLE

A quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, le 10 avril, *Le Monde* donne la parole aux lecteurs et électeurs sur des thèmes cruciaux dans le quotidien des Français. Reportages, décryptages et témoignages en live... Chaque semaine, retrouvez ces Fragments de campagne dans le journal et sur le site du *Monde*.

Zemmour, Pécresse et Le Pen le « débectent » autant, « à rabâcher de faux problèmes d'immigration pour ne pas parler des vrais soucis ». Les siens sont de maintenir à flot son entreprise et de pouvoir racheter les murs. Il se verse un salaire depuis peu. Jeune entrepreneur et père, il attendrait d'être davantage soutenu. Que l'on allège les charges et la TVA des commerces ruraux de proximité, plus fragiles. Il cite une chanson de Gauvain Sers : « On est les oubliés, la campagne, les paumés, les trop loin de Paris. »

Les samedis soir au Lidenbrock rassemblent les bandes restées et celles qui sont parties. Il y a Valentin Guerrin et Antoine Offret, 20 ans, le premier boulanger en CDI, bob à motif cannabis et Nike modèle TN Requin, le second en CAP mécanique. Les deux copains n'ont pas prévu d'aller voter, disent franchement ne « même pas savoir qui se présente ». Ce qui leur importe, eux, c'est de bosser, de gagner leur vie et de pouvoir « profiter » du motocross dans les sentiers, de la pêche entre copains...

Dans la bande de lycée du bistro Arnaud Levallois, la plupart travaillent désormais en ville, mais viennent resserrer les rangs le week-end. Lorsqu'elle décline son master en ressources humaines et son boulot – responsable de formation au conseil départemental de la Manche –, Clervie Leblond, 25 ans, suscite un « ça claque ! » de la tablée.

Anaïs Berjou, 26 ans, a elle choisi de « revenir aux sources », après cinq ans de fac de sociologie à Caen, déjouant les statistiques fatalistes de l'exode des jeunes ruraux. Celle qui n'était pas « prédestinée », dit-elle, à des études théoriques – un père chauffeur routier, une mère agente territoriale spécialisée dans les écoles maternelles – et qui a connu « le stress de devoir réussir quand tes parents investissent » a souhaité renouer avec sa terre. Assistante d'éducation en attendant de passer le concours de conseillère principale d'éducation, elle loue une petite maison avec son compagnon, surveillant aussi et auto-entrepreneur, dans un hameau à une demi-heure de tout. Pour elle qui a passé son enfance dehors, l'écologie se vit plutôt qu'elle ne se conceptualise et se revendique. Comme le féminisme. Le jeune couple a un potager, un compost, « fait attention » à son empreinte carbone... Mais n'a d'autre choix que de déboursier 60 euros par semaine pour faire rouler la voiture, dont ils dépendent pour tout, comme leurs parents avant eux, « obligés de faire taxi ». Autant de contraintes qui les font hésiter à avoir des enfants.

La voiture revient souvent dans les discussions, comme la difficulté à devenir propriétaire. Anaïs Berjou ne « demanderait que ça », un réseau de bus à toute heure, pouvoir se reposer en allant travailler plutôt qu'être prisonnière de la hausse des prix du carburant et dépendante des stations-service éloignées.

Plus de médecins, des moyens pour les petits hôpitaux et les auxiliaires de vie, aussi. Si les bornes électriques se développent peu à peu alentour, imaginer des Tesla sur leurs petites routes fait sourire, « vu le temps pour [leur] installer la fibre ». L'impression revient de politiques bien-pensantes, « faites par des gens des villes », mais ne tenant pas assez compte des réalités rurales, en plus de « faire la leçon » : les 80 km/h, les taxes, les jugements sur la chasse, l'épandage...

Anaïs Berjou les trouve tous déconnectés, même les écologistes. « Ce qui nous manque, c'est des représentants qui nous ressemblent vraiment, qui connaissent tout ça. Mais t'as pas un seul petit péquenaud de notre milieu qui a percé et réussi à prendre sa place. Ils représentent l'élite, mais l'élite ils sont combien par rapport aux gens dans le concret ? T'as l'impression d'une France coupée en deux. » Elle pense voter « blanc ou rien ». Les noms de Philippe Poutou et de Fabien Roussel, « plus accessibles », sont évoqués, sans plus. De même qu'est critiquée l'émission politique sur YouTube de l'influenceuse Magali Berdah.

Aucun n'aspirerait pour autant à vivre ailleurs. L'image bétonnée, chère et individualiste des métropoles fait figure de repoussoir. On lui préfère les solidarités locales, « l'air pur », et la beauté du bocage. Après un début de fac de psychologie à Caen, Charlotte Allais, 24 ans, fille d'agriculteurs sur plusieurs générations, a ressenti le mal de verdure. Ouvrière dans une laiterie, elle prépare son installation sur une exploitation avec son compagnon. Son ancrage passe aussi par les crampons, heureuse de compter sur un club de foot renommé : 35 filles du coin – factrices, institutrices... –, plus une recrue arrivée de Paris qui travaille dans le développement durable.

SENTIMENT D'ÊTRE IGNORÉS, CULPABILISÉS

Charlotte Allais ne se sent pas moins considérée que d'autres. Contente, au contraire, que la crise sanitaire redore l'image des campagnes, attire des jeunes qui font vivre les commerces, grossissent les rangs des clubs. A deux heures de train de Paris, le bocage briouzaïn voit en effet arriver une nouvelle jeunesse, urbaine et diplômée, se développer des tiers-lieux... Charlotte ira voter, elle ne loupe pas les élections, regarde « Quotidien », l'émission sur TMC. Elle retient des idées d'Emmanuel Macron – « il s'en est pas mal sorti malgré un mandat compliqué, il a aidé les jeunes et les agriculteurs » –, de Marine Le Pen – exonérer d'impôt sur le revenu et sur les sociétés les moins de 30 ans – mais se prononcera aussi en fonction du climat.

D'autres, moins insérés, issus de catégories populaires – surreprésentées en milieu rural –, disent au contraire leur sentiment d'être ignorés et culpabilisés. La crise mais aussi l'opacité de Parcoursup (la plate-forme d'orientation postbac) ont ajouté à l'isolement. Longue crinière rousse pour elle, allure punk pour lui, Rachel Béhier, 21 ans, et son copain Jessy Lecointe, 29 ans, racontent une orientation chaotique et des désirs avortés par le coût du départ. « Pour partir étudier en ville, faut avoir les moyens. Quand tu viens de la classe ouvrière pauvre, que t'es paumé, nul à l'école, mal orienté et que tu n'as pas les parents derrière, à la campagne y a pas trente-six métiers, c'est l'usine ou le bâtiment. »

Après un bac sciences et technologies industrielles (STI), Jessy aurait aimé faire une école d'infographiste. « Mais à 8000 euros l'année, laisse tomber. » Il est peintre en bâtiment, des chantiers d'intérim au-dessus du vide, « le boulot que personne veut faire », mais un meilleur bulletin de paie qu'à l'usine – 1700 euros contre 1200 euros. Passionnée d'équitation, Rachel, elle, aurait aimé être



« [LES POLITIQUES] REPRÉSENTENT L'ÉLITE, MAIS L'ÉLITE ILS SONT COMBIEN PAR RAPPORT AUX GENS DANS LE CONCRET ? T'AS L'IMPRESSIION D'UNE FRANCE COUPÉE EN DEUX »

ANAÏS BERJOU
assistante d'éducation
dans l'Orne

jockey. Elle a dû interrompre son CAP palefrenier soigneur après une fracture et n'a pas de diplôme. Mais elle s'accroche, épaulée par sa conseillère à la mission locale – structure d'aide à l'insertion des 16-25 ans. Elle est passée par la garantie jeunes, entamera bientôt une formation de secrétaire comptable. En attendant, elle cherche des heures de travail, dans le téléconseil ou le ménage, mais ses CV restent lettre morte. Le couple voudrait quitter son pied-à-terre insalubre, chauffé au poêle à pétrole, trouver un joli coin, eux aussi. Mais les annonces de location sur Leboncoin.fr partent maintenant en quelques heures. Rachel Béhier évoque ces visites à la chaîne « avec des couples mocassins cirés, talons aiguilles » qui peuvent proposer un loyer plus élevé, « on se croirait à Paris ». Certes, ils redynamisent. « Mais, nous, on se retrouve dans la galère », déplore Jessy Lecointe.

Comme ses parents ouvriers, lui ne votera pas, « même pas de carte », ou « quand le vote blanc sera reconnu » : « Ce n'est pas ma petite voix dans mon coin qui changera grand-chose. » Au contraire, Rachel a « l'impression d'avoir un petit papier de pouvoir, faire partie du pays, même indirectement ». Aux élections européennes, elle avait voté EELV. Pour sa première présidentielle, elle n'est sûre que d'une chose : « Tout sauf Macron. Il nous prend de haut. » Elle n'a pas supporté son coup de force vaccinal et s'y pliera si un employeur l'y oblige. Qu'on ne lui parle pas non plus de « traverser la rue pour trouver du travail » – la



A gauche : le pub Lidenbrock, à Briouze (Orne), le 6 février. Anaïs Berjou, 26 ans, devant le pub, à Briouze, le 5 février. Ci-dessus : Gabin Blanchot, 18 ans, à Grésigny-Sainte-Reine (Côte-d'Or), le 12 février. A droite : Alexandra Leblond, 25 ans, dans les locaux de la mission locale où elle travaille, à Tonnerre (Yonne), le 2 février. Florian Rabillon, 21 ans, devant la base de loisirs du camping où il retrouve sa bande et sa copine, à Lézennes (Yonne), le 2 février. PHOTOS CLAIRE JACHYMIAK/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »



« Ces jeunes ne se sentent pas représentés »

Les sociologues Yaëlle Amsellem-Mainguy et Benoît Coquard expliquent le sentiment d'invisibilisation de la jeunesse rurale

ENTRETIEN

Benoît Coquard, sociologue à l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), auteur de *Ceux qui restent* (La Découverte, 2019), a mené une enquête auprès des jeunes ruraux de milieux populaires du Grand-Est, dans des campagnes en déclin. Yaëlle Amsellem-Mainguy, sociologue à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), autrice de *Les Filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural* (Presses de Sciences Po, 2021), a enquêté sur les jeunes femmes de milieux populaires dans quatre régions. Tous deux éclairent le sentiment, exprimé par certains jeunes ruraux, d'être invisibilisés.

Comment situez-vous les jeunes ruraux par rapport au reste de la jeunesse et comment expliquer qu'ils ne soient pas davantage pris en compte ?

Yaëlle Amsellem-Mainguy : La représentation de la jeunesse est très urbano-centrée : plutôt de classe moyenne supérieure, diplômée, connectée, blanche, rendant de fait difficile la construction d'un contre-modèle rural, dans lequel les classes populaires sont surreprésentées. Les jeunes ruraux, eux, sont souvent définis par défaut, sous l'angle des manques, et largement homogénéisés. Pourtant, leurs situations diffèrent selon les milieux sociaux, le genre, les territoires mais aussi l'histoire industrielle locale et les emplois disponibles.

Ce n'est pas seulement en tant que jeunes et en tant que ruraux qu'ils sont invisibilisés, mais parce qu'ils sont pour beaucoup issus de milieux populaires, travaillent dans des secteurs précaires. Ces jeunes grandissent avec la contrainte de se positionner par rapport à la ville, avec cette injonction à la mobilité pour faire des études ou réussir sa vie. Or, la grande majorité n'y aspire pas et ne vit pas comme un échec le fait de rester en ruralité. Il y a donc un véritable enjeu à aller voir qui sont ces jeunes ruraux dans leur diversité, ce qui les préoccupe, pour justement être à même de produire des politiques publiques qui leur soient adaptées.

« Ce qui nous manque, c'est des représentants qui nous ressemblent. » Que vous inspire cette phrase d'une jeune femme sur la présidentielle ?

Benoît Coquard : C'est un constat lucide, puisque les classes populaires rurales ne sont pas représentées dans le champ politique. Certains candidats cherchent à masquer leur éloignement d'avec ces populations en mettant en avant leurs origines rurales, et tenter ainsi de faire oublier la distance sociale entre les « élites » politiques et les ouvriers, les employés... Mais ce genre de « storytelling » ne trompe guère.

C'est en partie pour ça que ces jeunes n'envisagent pas de voter, même si la politique au sens large les intéresse. Ils ne se sentent pas présents dans les débats par l'intermédiaire d'une candidature, que ce soit sur le fond, en matière de problèmes posés, mais aussi sur la forme, par quelqu'un qui leur ressemble et à qui ils pourraient s'identifier. On peut pointer le fonctionnement des partis

politiques dominants, qui ne promeuvent que des candidats appartenant à des milieux privilégiés et urbains, par exemple.

Les jeunes rencontrés se montrent sensibles à l'écologie, sans forcément mettre d'étiquette. Mais ils ont, en même temps, le sentiment d'être culpabilisés par une « écologie urbaine » qu'ils jugent déconnectée de leurs contraintes...

B. C. : Sur le plan des représentations, il existe un mépris envers les classes populaires rurales, parfois associées à la figure du « plouc » ou du « beauf », dont la caricature serait « par nature » incompatible avec l'écologie. En retour, certains ruraux répliquent (en endossant parfois sciemment la caricature qu'on fait d'eux) contre des mesures écologistes en raison de ce qu'elles incarnent à leurs yeux : un style de vie bourgeois et urbain qu'ils jugent « donneur de leçons » et contre lequel ils se définissent.

Au quotidien, les jeunes ruraux vivent la dégradation de leur environnement en direct. Lorsqu'ils déplorent le réchauffement climatique, c'est en référence à la rivière du coin qui ne coule plus. Sauf que leurs conditions de vie ne leur permettent pas d'avoir un rapport purement contemplatif à la nature. Beaucoup sont dans des métiers manuels et présents loin de chez eux et déplorent que « tout est loin », alors que leurs aînés pouvaient, à une époque jugée meilleure, « tout faire à vélo » et ne pas être contraints à la voiture.

La valeur travail est centrale pour les jeunes ruraux. En parallèle, on assiste à une quête de sens des diplômés...

B. C. : Les jeunes ouvriers ou employés dans les campagnes ne peuvent pas se permettre cette quête de sens et une remise en question de la valeur travail. Les ruraux ont tendance à faire des études plus courtes et à entrer plus tôt sur le marché. Le travail est-ce par quoi on accède à une respectabilité, tandis que le manque de travail vous colle une « sale réputation ». En retour, la figure du « bon travailleur » constitue une véritable forme de réussite sociale. Elle permet un certain renversement de la table des valeurs par rapport à la norme des études longues et du « jeune cadre dynamique », car à la campagne, un ouvrier ou une employée peuvent être davantage valorisés et reconnus pour leur travail que leurs homologues urbains.

Dans des territoires attractifs, ces jeunes doivent composer avec l'arrivée d'urbains issus de milieux plus favorisés...

Y. A.-M. : La valorisation du monde rural pendant la crise sanitaire et les images de Parisiens se pressant en gare ont fait réagir les jeunes, qui ressentaient à la fois une forme de revanche à voir leur campagne devenir plus désirable, mais aussi une violence symbolique dans le fait que ces gens-là en aient un usage contemplatif – vie plus simple, authentique –, ne tenant pas compte de toutes les contraintes qu'eux peuvent y subir. Ils observent les citadins et se demandent s'ils supporteront les contraintes de la vie rurale à la longue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CA. B.

phrase polémique d'Emmanuel Macron –, elle invite à s'y essayer à Briouze. Rachel n'est « pas du genre fainéante », malgré les « murs » pris. Elle aimerait avoir une meilleure vie que son père à l'usine et sa mère au foyer, son indépendance de femme, « au moins travailler dans un bureau ». Elle aussi apprécie les propositions de Marine Le Pen pour les jeunes, mais rejette l'extrémisme sur l'immigration. Elle voudrait que l'on soutienne plus les jeunes des campagnes, que l'accès aux démarches soit simplifié, que l'orientation scolaire soit renforcée dans les territoires reculés, de même que les aides à la mobilité, car elle s'inquiète de ne pas pouvoir se rendre en formation si sa vieille C2 ne passe pas le contrôle technique. « Pour nous tout est plus compliqué, on n'a pas les mêmes chances à la base. »

LA CHASSE AU BOULOT

A 450 kilomètres de l'Orne, autour de Tonnerre, dans l'Yonne, c'est une autre jeunesse qui se raconte. Celle-là a grandi en voyant les ouvriers faire grève pour éviter les fermetures, dans un territoire frappé par la désindustrialisation – le taux de chômage de la commune atteint 24 % et 26 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le travail revient comme une antienne. Pas celui dont on questionne le sens, ni que l'on voudrait alléger. Celui, concret et digne, qui offre une place, un statut, une reconnaissance, permet de « ne pas dépendre », de « se poser », de prétendre au pavillon et aux enfants.

Au volant de son Renault Scénic, sur la D905 vers Lézennes, où il vit chez ses grands-parents, Florian Rabillon, 21 ans, parle de ce « stress permanent » de la chasse au boulot, le flow métallique d'Eminem résonne à la radio comme un écho de Detroit. « Quand t'as grandi en voyant tout fermer, tu sais que, si t'as un job, faut pas le quitter. » Phobie scolaire, problèmes familiaux, CAP... La librairie historique où il espérait être gardé, son « univers », a mis la clé sous la porte. Il bosse aujourd'hui chez Auchan, l'un des principaux employeurs locaux, aux rayons multimédia et textile, un CDD obtenu lors d'un job dating à la mission locale rurale du Tonnerrois et de l'Avallonnais. Lui aussi saluée cette

« main tendue » depuis plusieurs années. Il espère le CDI. Pas pour y faire sa vie, non. Son rêve serait de se professionnaliser dans la musique électro, comme son modèle, le DJ Avicii – mort en 2018. « C'est ça, ma liberté. »

Ça, la pêche avec son grand-père et la base de canoë du camping où il retrouve sa copine, Mélinda Lancosme. « C'est quand même magnifique. On est les derniers jeunes d'ici. » On sent cette contradiction des désirs, entre fierté d'appartenir – être un « pur Lézinois » – et tentation de « s'arracher » pour « connaître autre chose », « les grandes plaines » d'Amérique « pourquoi pas ». Dans sa chambre tapissée de posters et de livres, il passe une de ses compositions. Avec Mélinda ils écrivent aussi, douze chapitres déjà. Quand elle a dit, en 3^e, qu'elle voulait être écrivaine, la conseillère d'orientation lui a répondu : « Tu te lances toujours dans l'échec. » Elle vivote des allocations chômage et de petits boulots. Le permis qu'elle prépare devrait élargir son horizon. A la mission locale, d'autres encore témoignent avoir craqué et arrêté le lycée technologique à cause de trajets trop longs, de réveils à 5h30, « plus de cerveau ».

La présidentielle ? Si des idées de Zemmour séduisent Florian, « fasciné » par les débats – « que tout soit nationalisé, pas délocalisé », il ne le juge pas présidentiable. Autour de lui, « ça vote plutôt Le Pen ». « Mais, notre problème, c'est pas l'immigration, c'est qu'on migre ailleurs. » Des collègues d'Auchan lui ont parlé de Roussel, « du côté des ouvriers il paraît » ; il s'est renseigné mais a trouvé ses idées « trop communistes ». Florian lit la gazette municipale, pour comprendre le budget.

Alexandra Leblond, 25 ans, a elle aussi grandi en voyant les rideaux se baisser, guettant l'heure du départ. Après un bac L, cette fille d'un routier et d'une aide-soignante est partie étudier la communication à Dijon. Elle a aimé la facilité d'accès à tout, elle pensait y rester. Le Covid-19 l'a ramenée à Tonnerre, où un poste s'est présenté à la mission locale. La jeune diplômée n'envisage plus, désormais, de repartir. « On entend que les compétences s'en vont, c'est important que des jeunes reviennent. » Elle veut montrer que, « malgré les difficultés, on peut

être bien ici. Jeunes, élus, habitants, on se bouge pour que ça évolue. C'est comme une ville à remodeler ». Peu inspirée par la présidentielle, « l'impression de ne pas avoir de prise, noyée dans une masse d'infos » – elle ignorait avoir la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales jusqu'au 4 mars –, elle croit plutôt à son pouvoir d'agir au niveau local, fait des propositions aux élus, milite par le biais de sa chaîne Twitch...

ÉTIQUETTE DE PRÉSIDENT DES VILLES

A 60 kilomètres au sud du Tonnerrois, Gabin Blanchot, 18 ans, raconte ce chassé-croisé des rêves tirillés. Bac général obtenu, ce gaillard aux boucles rousses vient de s'arracher à la ferme familiale de Grésigny-Sainte-Reine, où son père élève des centaines de charolaises, pour intégrer la fac de sociologie de Dijon. Contrairement à d'autres, son père ne l'a jamais poussé à reprendre l'exploitation familiale, conscient des difficultés du métier. Le jeune homme apprécie lui aussi les lumières de la ville et envisage le journalisme. Mais l'envie de reprendre l'exploitation – en la faisant évoluer vers du circuit court – lui tient à cœur elle aussi. Comme celle de s'installer dans la bâtisse mitoyenne, une fois repapée. Car cette campagne, ce patrimoine, ses chevauchées en « 50 cm³ » à travers les collines avec les copains restés, c'est « dans les tripes », « la liberté ».

Il supporte d'autant moins que des candidats comme Eric Zemmour, « ne la connaît pas », l'instrumentalisent. Ou que le peu de prétendants à l'Élysée se réclamant du monde rural, comme Jean Lassalle, véhiculent, selon lui, des caricatures peu valorisantes. Malgré l'étiquette de président des villes qui colle à Emmanuel Macron, Gabin trouve lui aussi qu'il « tient la route, représente la France, a aidé les jeunes ». Même s'il a été ennuyé par ses propos – démentis – sur une hausse des frais d'inscription à l'université. Gabin regardera les autres programmes, mais pense lui donner son premier vote, à défaut de candidat qui « représente la ruralité sans cliché ». En attendant que l'un de ces jeunes s'autorise, peut-être, à faire de la politique. ■

CAMILLE BORDENET